



CENTRE COMMUNAL
D'ACTION SOCIALE

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024136-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



DÉLIBÉRATIONS

Le 18 décembre 2024 à 11h50 les membres du Conseil d'Administration du CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE ROUEN, se sont réunis au CCAS, 2, Rue de Germont - sous la présidence de Madame Caroline DUTARTE

Étaient présents :

Madame Elisabeth ALAZARD, Madame Zohra AMIMI, Madame Béatrice BOCHET, Madame Katherine COEUFF, Monsieur Jean DE BEIR, Madame Marie DESBORDES, Madame Caroline DUTARTE, Madame Hortense HECTOR, Madame Martine LELAIT, Madame Félicie RENON, Monsieur Jean-Pierre TRÉDET

Étaient représentés :

Madame LAMBARD Annick ayant donné pouvoir à Madame Hortense HECTOR,
Monsieur MAYER-ROSSIGNOL Nicolas ayant donné pouvoir à Madame Caroline DUTARTE
Madame VACHE-PICAT Mireille ayant donné pouvoir à Madame Martine LELAIT

Étaient excusées :

Madame Geneviève LARMARAUD, Madame Amèle MANSOURI, Madame Marie-Françoise MARCASSIN

Secrétaire de séance :

Madame Laure GUILLARD, Responsable du Service Administratif et Financier du C.C.A.S. de Rouen

Date de convocation : 11 décembre 2024



DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024136-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation

**13 REGIME INDEMNITAIRE DES INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES (I.H.T.S.)**

MESDAMES, MESSIEURS,

Il appartient à l'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale de fixer le régime indemnitaire des Indemnités Horaires pour Travaux Supplémentaires (I.H.T.S.) dans la limite maximale du régime indemnitaire dont bénéficient les différents services de l'Etat.

En application du principe de parité, les agents territoriaux relevant d'un grade de la catégorie C et de la catégorie B (le décret du 19 novembre 2007 a supprimé l'indice plafond pour la catégorie B) peuvent prétendre à l'indemnisation des heures supplémentaires.

Pour rappel, les heures supplémentaires sont définies comme des heures effectivement réalisées à la demande de l'autorité territoriale au-delà des bornes horaires fixées par le cycle de travail de l'agent. Les heures supplémentaires de nuit sont celles accomplies entre 22h et 7h. Le nombre d'heures supplémentaires susceptibles d'être accomplies est limité à 25 heures par mois, toutes catégories confondues. Toutefois, des heures supplémentaires pourront être effectuées au-delà du contingent mensuel de 25 heures, sur décision de l'autorité territoriale, lorsque des circonstances exceptionnelles le justifient, pour une durée limitée. Dans ce cas, le Comité Social Territorial doit être immédiatement informé.

Lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet d'un repos compensateur, les heures supplémentaires sont rémunérées sous la forme d'indemnités horaires pour travaux supplémentaires selon les taux en vigueur définis par décret.

Par délibération du 19 février 2021, le C.C.A.S. de Rouen a actualisé la liste des grades éligibles au paiement des I.H.T.S.

Lors d'un contrôle effectué en septembre 2024, le comptable a attiré notre attention sur l'obligation légale de lister les emplois / fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires et non les grades.

Ladite liste est annexée au présent projet de délibération.

Le Conseil d'Administration du C.C.A.S. de Rouen est invité à autoriser Monsieur le Président du C.C.A.S. ou son représentant à régulariser la situation en transmettant au comptable la liste des fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ouvrant droit aux I.H.T.S. Cette régularisation est sans impact budgétaire.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU C.C.A.S. DE ROUEN

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU le Code Général de la Fonction Publique, et notamment son article L 714-4 et suivants,

VU le Décret 91-875 du 6 septembre 1991,

DÉLIBÉRATIONS

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-267600450-20241218-18122024136-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 20/12/2024

Publication : 23/12/2024

Pour l'autorité compétente par délégation



VU le Décret 2002-60 du 14 janvier 2002,

VU le Décret 2007-1370 du 19 novembre 2007,

VU la Délibération du 19 février 2021 du Conseil d'Administration du C.C.A.S. concernant le régime indemnitaire et les heures supplémentaires,

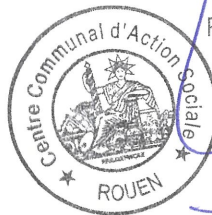
VU la Délibération du 2 juillet 2021 du Conseil d'Administration du C.C.A.S portant adoption du règlement du temps de travail.

CONSIDÉRANT qu'il convient de régulariser la situation en transmettant au comptable une liste des fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ouvrant droit aux I.H.T.S.

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,
À L'UNANIMITÉ DE SES MEMBRES:

- Décide d'approuver la liste annexée à la présente délibération définissant les fonctions dont les missions impliquent la réalisation effective d'heures supplémentaires ouvrant droit aux I.H.T.S

Fait à Rouen, les jours, mois et an susdits.



POUR EXTRAIT CONFORME,
La Présidente de Séance,

Caroline DUTARTE
Vice-Présidente du C.C.A.S.

Madame la Vice-Présidente du C.C.A.S. de Rouen certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert, 76000 Rouen) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission aux services de l'Etat. De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative.